

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>49</b>	<b>26</b>

N° de la séance : 42

Objet de la délibération : Direction de  
l'Informatique et du Numérique -  
Convention Territoriale d'Investissement  
avec le SICTIAM - Elaboration du Schéma  
Communautaire d'Aménagement  
Numérique (SCAN) - Avenant n°1

 Original  
Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.201

Date de la convocation :

**Le 13/12/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **28 DEC. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 19 décembre 2016**

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Marc DAUNIS, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Henri GANNARD, Michel MAZUET, Angèle MURATORI, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



## Monsieur MASCARELLI,

L'explosion, ces vingt dernières années, des besoins en termes de communications électroniques en général, et d'accès à Internet à des débits de plus en plus élevés, a mis en lumière les limites de la « Boucle locale cuivre », qui sert de support aux technologies du type xDSL. Les débits disponibles peuvent être très différents d'un site à un autre, voire très souvent insuffisants.

Ce décalage croissant entre les besoins et ce que la boucle locale cuivre peut offrir en termes de débit, ainsi que la disparité des territoires ont conduit à accélérer la généralisation de la fibre optique comme technologie universelle supportant les communications électroniques.

Dans les années 2000, les opérateurs privés ont alors commencé à déployer des réseaux à base de fibre optique dans certaines zones.

Des collectivités ont lancé les premiers Réseaux d'Initiative Publique (RIP). Ces initiatives ont conduit l'ARCEP à définir dès 2009, puis complètement à partir de 2011, une segmentation du territoire en trois types de zone :

- Les **Zones Très Denses (ZTD)**, pour lesquelles les opérateurs privés montrent une réelle appétence, et où il est admis que le besoin est suffisamment important pour qu'il soit possible que s'organise une concurrence par les infrastructures (les réseaux sur lesquels plusieurs opérateurs cohabitent). Les Zones Très Denses ont été définies par l'ARCEP en décembre 2009 (décision n°2009-1106 du 22 décembre 2009). La liste des communes concernées a été révisée et revue à la baisse (Décision n° 2013-1475 de l'Autorité en date du 10 décembre 2013). Les opérateurs ont été sollicités par l'Etat en janvier 2011. Un Appel à manifestations d'intentions d'investissement (AMII), clos le 31 janvier 2011, a permis de définir, au sein des **Zones Moyennement Denses (ZMD)**, celles pour lesquelles au moins un opérateur a déclaré son intention d'en assurer la couverture en très haut débit. Ces zones dont la maille est la commune, sont appelées « **zones AMII** » ou « **Zones conventionnées** ».
- Enfin, il a été acté que toutes les autres communes (hors Zones Très Denses et hors zone AMII) constituaient la **zone d'intervention publique**.

Pour éviter que la fracture numérique ne s'installe durablement au détriment des usagers, une intervention des collectivités est nécessaire pour pallier à l'absence d'investissement des opérateurs privés ou bien pour accentuer ou étendre la concurrence et les dynamiques tarifaires. Des collectivités déploient ainsi des Réseaux d'Initiative Publique (RIP) là où les intentions d'investir privées sont absentes.

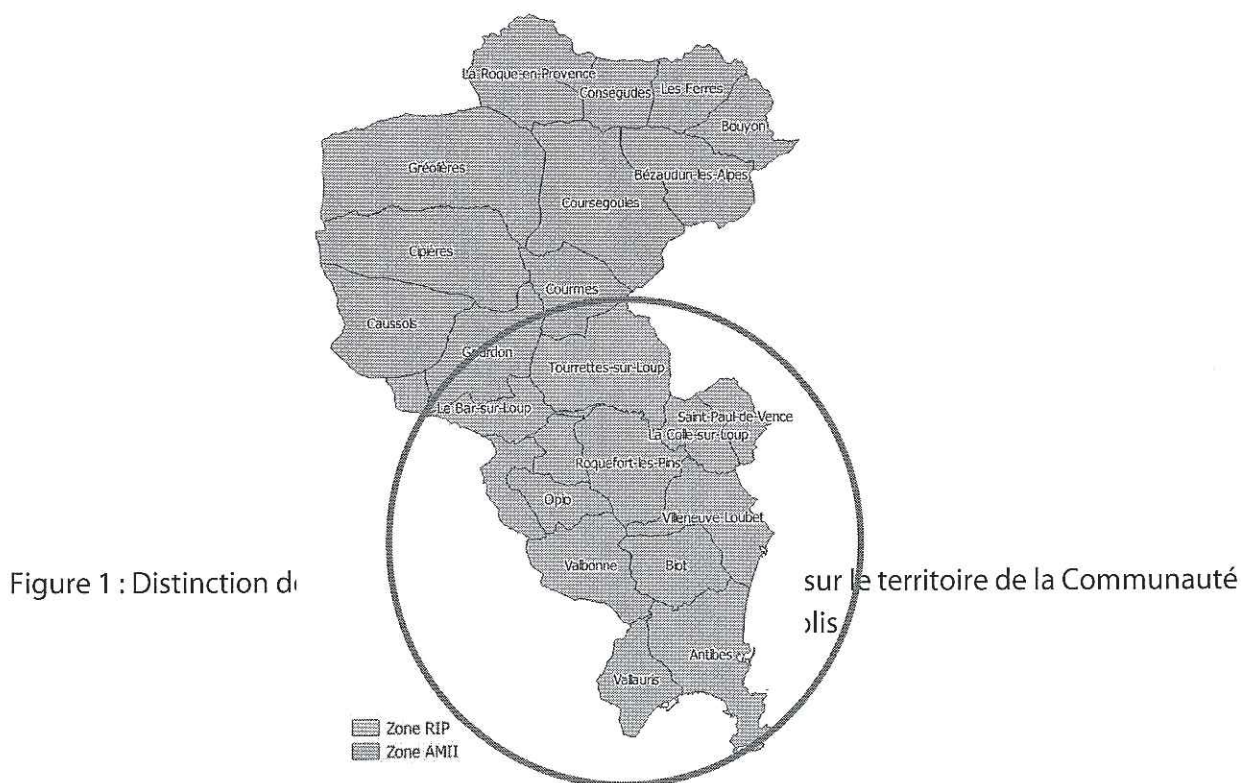
### Contexte local :

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le SICTIAM ont pour objectif de construire un territoire intelligent en conjuguant au mieux, dans leurs volets stratégique comme opérationnel, les politiques d'aménagement numérique et de développement communautaire. Pour cela, le SICTIAM, fort de son expérience dans le numérique, accompagnera la CASA sur, d'une part, le déploiement de réseaux, et, d'autre part, sur les usages et les services numériques. La réflexion envisagée cible le périmètre d'initiative privée, soit 16 des 24 communes de la CASA tout en s'inscrivant bien évidemment en complémentarité de l'action conduite par le SICTIAM sur les 8 communes de la CASA situées en zone publique (SDDAN). Cette double approche, qui prépare et construit l'avènement d'un territoire communautaire 100 % fibre à la prise, répond à ce titre à des exigences de cohérence et de complémentarité au service de l'ensemble des sites publics, entreprises et habitants de la CASA.

Le SICTIAM est un syndicat mixte regroupant près de 260 collectivités territoriales et établissements publics locaux sur les départements des Alpes Maritimes, du Var, des Alpes de Haute-Provence, des Hautes-Alpes, des Bouches du Rhône et du Gard, son périmètre géographique étant amené à croître en fonction de nouvelles adhésions sur les départements voisins. Son « Pôle Aménagement Numérique » est en charge de la construction du Réseau d'Initiative publique du département des Alpes-Maritimes et du développement des Usages et Services pour l'ensemble de ses adhérents.

La première étape pour la réalisation de ce territoire du futur est de le concevoir, de l'imaginer. Pour cela, l'établissement d'un Schéma Communautaire d'Aménagement Numérique (SCAN) est nécessaire. Ce document servira de feuille de route stratégique conjuguant diagnostic précis des besoins, délais, modalités de déploiement des réseaux et mise en œuvre optimisée de services numériques au bénéfice des sites publics recensés sur le territoire.

Dans l'attente de la création de ce SCAN, mais aussi pour sa mise en œuvre, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite déployer à travers le SICTIAM un réseau GFU (Groupe fermé d'Utilisateurs) pour treize sites en utilisant les infrastructures publiques existantes sur son territoire et mobilisables.



## **SCHEMA COMMUNAUTAIRE D'AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, consciente de l'importance du très haut débit pour l'attractivité et la compétitivité de son territoire, souhaite, dans ce contexte, lancer l'élaboration de son schéma communautaire d'aménagement numérique (SCAN).



Les objectifs de ce SCAN sont les suivants :

- l'établissement d'un état des lieux de l'aménagement numérique de la CASA ;
- Disposer d'un outil de prospective à moyen et long terme sur la couverture numérique du territoire, en articulant dans un cadre commun les différents projets portés par des acteurs du territoire (collectivités, opérateurs) ;
- Définir une démarche politique et stratégique de croissance et de modernisation des services publics de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
- Créer une coordination et une concertation entre les acteurs du territoire ;
- Optimiser le recours aux infrastructures publiques existantes pour soutenir le renforcement ou l'extension accélérée du très haut débit ;
- Définir les usages numériques actuels et futurs qui utilisent ou non la fibre optique et les avantages liés à son utilisation ;
- Etablir des opportunités d'aménagement numérique suivant des zones géographiques sur des critères techniques et économiques ;
- Conjuguer vecteurs de compétitivité territoriale et vecteurs de cohérence/innovation pour assurer une équité et un accompagnement dans la diffusion des usages numériques.

Ce document mettra en avant plusieurs principes au sujet de l'aménagement numérique du territoire :

- La reconnaissance des enjeux d'une couverture très haut débit de son territoire. A savoir des enjeux publics (services publics, éducation, interconnexion des sites stratégiques du territoire...) et des enjeux économiques (compétitivité et attractivité des entreprises du territoire) ;
- Un principe de complémentarité entre les projets publics et les projets privés. Ce, afin de proposer une couverture très haut-débit la plus rapide, la plus compétitive et la plus étendue possible ;
- Une volonté de mutualisation d'offres très haut débit pour les principaux établissements publics et des zones d'activité. Dans le but d'obtenir pour tous une offre concurrentielle de très haut débit de qualité professionnelle de la part des opérateurs ;
- La nécessité d'une mobilisation au niveau financier de l'ensemble des acteurs publics. La Région, le Département, les EPCI et les Communes auront tous un rôle à jouer.

Ce document se construira suivant plusieurs démarches, à savoir :

- Une étude de l'état des lieux en matière de très haut débit sur le territoire ;
- Une étude des différentes opportunités pour mener à bien un aménagement numérique du territoire ;
- Une étude du scénario, du coût et du financement pour exploiter ces opportunités selon un modèle stratégique et technique bien défini ;
- Des réunions seront organisées afin d'échanger avec les clients publics potentiels du réseau pour bien cibler les besoins du territoire. En effet, il est indispensable de définir en amont du déploiement les possibles revenus, gains de productivité ou économies générés par le réseau avant tout investissement ;
- Des réunions de validation seront organisées dans le but de faire un point global sur l'état d'avancement de la rédaction du SCAN. Elles permettront également de confronter les points de vue de chacun et donc d'identifier des points importants qui n'auraient pas été abordés ou intégrés.

## **DEPLOIEMENT D'UN RESEAU GFU**

Le besoin signalé, de façon prioritaire mais non limitative, concerne 13 sites publics à raccorder en fibre optique passive. Ces sites s'inscrivent dans un ensemble de 32 sites CASA identifiés sur le périmètre d'initiative privée ; il convient d'y ajouter un potentiel de 36 sites sur la zone publique et, plus largement, un total de 350 sites publics de toutes compétences sur l'ensemble du territoire CASA. Il est précisé que le listage présenté ci-dessous des 13 sites initiaux est susceptible d'évoluer en fonction de l'avancement des études et des prises de compétences à venir pour la CASA.



Nom du site	Commune	Adresse
<b>BUSINESS POLE</b>	VALBONNE	1047 route des dolines - Allée Pierre Ziller
<b>GARE ROUTIERE</b>	VALBONNE	Rond-point des Messugues - Route des Dolines
<b>MESSUGUES</b>		
<b>ESPACE INFO ENERGIE</b>	VALBONNE	Cité artisanale Barthelemy Beauleau 108 chemin de Ste Helene
<b>DECHETTERIE</b>	VALBONNE	461, chemin de la Verrière
<b>ANTENNE JUSTICE</b>	VALBONNE	2 PLACE DES AMOURIERS
<b>MEDIATHEQUE</b>	VALBONNE	1855 Route des Dolines - Rond-Point Garbejaire
<b>CASA</b>	VALBONNE	449 route des Crêtes - Les Genets
<b>CAMERA</b>	VALBONNE	Route des Dolines
<b>NAUTIPOLIS</b>	VALBONNE	150 rue du Vallon
<b>DECHETTERIE</b>	VALLAURIS	CHEMIN DES TUILIERES
<b>DIRECTION RESEAU</b>	VALLAURIS	1737 CHEMIN DE SAINT BERNARD
<b>ENVIBUS</b>		
<b>CTC</b>	VALLAURIS	ZI Saint Bernard - Chemin de fond de Sine Porte 7
<b>PISCINE MUNICIPALE</b>	VALLAURIS	469 Chemin des Tuilières

Cette démarche s'inscrit plus largement dans la volonté de se coordonner avec les EPCI voisins en ne se privant pas de s'interconnecter ensemble entre communautés d'agglomération en toute complémentarité avec un principe de réciprocité si possible. Par exemple profiter d'opportunités de voirie type RTE (Grasse – Mougins - Valbonne – Biot – Cannes) afin de positionner Sophia Antipolis de façon optimale avec ses partenaires de la CAPL et de la CAPG.

Il est à ce titre nécessaire, de manière incontournable pour des raisons techniques, juridiques, économiques et financières, d'envisager un pilotage opérationnel unique, coordonné et mutualisé par le SICTIAM en qualité de prestataire de la CASA donneur d'ordre unique de la conception et du pilotage de sa stratégie numérique et de développement territorial.

La délégation de la maîtrise d'ouvrage du réseau de communications électroniques au SICTIAM ainsi que les actions d'accompagnement associées y compris les sollicitations de l'ensemble des contributions financières mobilisables, que cela concerne sa conception, sa construction, sa maintenance y compris la gestion des DICT (déclaration du réseau CASA sur plateforme dict.fr, ...);

Un marché de Conception-Réalisation sera mis en œuvre afin d'effectuer le déploiement de ce réseau THD avec un volet d'interconnexions de sites en faisceau hertzien en complément de la fibre optique afin de pouvoir répondre à certaines problématiques particulières de sites dont le raccordement en fibre optique ne serait pas financièrement optimal (retour sur investissement non rentable à court ou moyen terme).

Les prestations attendues de la part du Titulaire au titre de ce marché seront les suivantes :

- Etude de conception et de réalisation du réseau ;
- Fourniture des équipements et du matériel ;
- Pose de la fibre optique, des boîtes et des infrastructures de génie civil ;
- Installation et configuration de la liaison en faisceaux hertziens ;
- Raccordement des fibres optiques jusqu'aux baies techniques des bâtiments ;
- Raccordement des antennes jusqu'aux baies techniques des bâtiments ;
- Réception et recettage du réseau pour mise à la disposition de la CASA.



La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis se chargera de l'activation du réseau et de son exploitation, accompagnée par le SICTIAM.

A ce titre chaque mission engageant une contribution financière de la CASA donnera lieu à une délibération relatant l'ensemble des éléments stratégiques, techniques et financiers, la première étant l'interconnexion des 13 sites précités dont la pré-étude a permis d'évaluer un cout prévisionnel de 276 000€ TTC.

Vu la délibération du 27 juin 2013 prise par l'assemblée départementale approuvant le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06) ainsi que ses annexes ;

Vu la délibération du 22 novembre 2013 prise par le comité syndical du SICTIAM créant une compétence n°9 uniquement dédiée à l'aménagement numérique du territoire des Alpes Maritimes ;

Vu la délibération du 31 janvier 2014 prise par l'assemblée départementale transférant, d'une part, au SICTIAM la compétence départementale définie à l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et approuvant, d'autre part, les statuts dudit syndicat ;

Vu la délibération n°CC.2014.153 du 13 octobre 2014 prise par le Conseil Communautaire modifiant, d'une part, les compétences de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis relatives à l'aménagement numérique du territoire, et adoptant, d'autre part, le principe d'une adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n°9 ;

Vu la délibération n°CC.2015.003 du 16 février 2015 prise par le Conseil Communautaire validant l'adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n°9 et actant que cette adhésion vaut transfert au SICTIAM de la compétence « Etablissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques prévues au 1 de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

Vu la délibération n°CC.2015.171 du 21 décembre 2015 prise par le Conseil Communautaire validant la Convention Cadre Territoriale d'Investissement (CTI) pour la mise en œuvre opérationnelle du schéma directeur départemental d'aménagement numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06) avec le Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée (SICTIAM);

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le principe d'élaboration d'un Schéma Communautaire d'Aménagement Numérique du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (SCAN CASA);
- d'approuver la coopération renforcée avec le SICTIAM selon la déclinaison prévue dans la Convention Territoriale d'investissement signée entre la CASA et le SICTIAM pour réaliser ce SCAN;
- d'autoriser le SICTIAM à réaliser les différentes études pré-opérationnelles et marchés nécessaires à la réalisation des missions d'interconnexions de sites dont la contribution financière de la CASA indiquée en annexe 1 sera ajoutée à la part versée au SICTIAM dans le cadre de la compétence aménagement numérique du territoire des Alpes Maritimes.
- de déléguer au Bureau Communautaire le soin d'approuver chaque mission dans le cadre du SCAN demandée au SICTIAM au travers d'une délibération spécifique dans son volet stratégique, technique et financier.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le principe d'élaboration d'un Schéma Communautaire d'Aménagement Numérique du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (SCAN CASA);
- d'approuver la coopération renforcée avec le SICTIAM selon la déclinaison prévue dans la Convention Territoriale d'investissement signée entre la CASA et le SICTIAM pour réaliser ce SCAN;
- d'autoriser le SICTIAM à réaliser les différentes études pré-opérationnelles et marchés nécessaires à la réalisation des missions d'interconnections de sites dont la contribution financière de la CASA indiquée en annexe 1 sera ajoutée à la part versée au SICTIAM dans le cadre de la compétence aménagement numérique du territoire des Alpes Maritimes.
- de déléguer au Bureau Communautaire le soin d'approuver chaque mission dans le cadre du SCAN demandée au SICTIAM au travers d'une délibération spécifique dans son volet stratégique, technique et financier.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 19 décembre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**



## ***ANNEXE 1***

### ***AVENANT N°1 A LA CONVENTION CADRE TERRITORIALE D'INVESTISSEMENT***

***Conseil départemental des Alpes-Maritimes – SICTIAM - CASA***

***pour la***

**définition d'un Schéma Communautaire d'Aménagement Numérique (SCAN)**





**Entre :**

- Le Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées des Alpes-Méditerranée, dont le siège est établi 2323 Chemin Saint-Bernard, 06225 Vallauris, représenté par son Président, Monsieur Charles-Ange GINESY, dûment autorisé par la délibération du ..... ,

Ci-dessous dénommé le SICTIAM ou le Syndicat,

**Et**

- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis dont le siège est établi 449 Route des Crêtes, 06560 Valbonne, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jean LEONETTI, dûment autorisé par la délibération de ... du ..... ,

Ci-dessous dénommée l'EPCI ou la CASA,

Tous ensembles désignés les « Parties »,



## **TABLE DES MATIERES**

1. PREAMBULE
2. OBJET
3. CONTENU DE LA MISSION CONFIEE AU SICTIAM
  - 3.1 La satisfaction des besoins numériques des entreprises
  - 3.2 La satisfaction des besoins numériques publics
4. ENGAGEMENTS ET CONTRIBUTIONS DE LA CASA
5. ELEMENTS FINANCIERS
6. CALENDRIER ET DUREE DE LA MISSION
7. RELATIONS DES PARTIES
  - 7.1 Secret
  - 7.2 Coopération
8. ÉVOLUTION ET PRECISION DES TERMES DE L'AVENANT
9. RESILIATION
10. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

## **1. PREAMBULE**

La Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis (CASA) et le SICTIAM ont conclu le 22 mars 2016, aux côtés du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, une convention cadre territoriale d'investissement pour la mise en œuvre opérationnelle du Schéma directeur départemental d'aménagement numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06).

L'objet de cette convention réside dans la définition du partenariat financier, juridique, technique et organisationnel unissant les trois parties pour la construction et l'exploitation du réseau d'initiative publique Très Haut Débit annoncé par le SDDAN. Ce réseau public concerne un total de 100 communes des Alpes-Maritimes parmi lesquelles huit adhèrent à la CASA.

C'est dans ce prolongement que s'inscrit le présent avenant qui fait notamment application des dispositions relevant de l'article 4 comme des annexes 4 et 5 (module 1) de la convention cadre précitée. Il ne se substitue en aucune manière aux termes de la convention cadre mais, en approfondissant et spécifiant les conditions de mise en œuvre, permet d'en compléter et préciser les dispositions.

Il reconnaît à ce titre dans le SICTIAM le garant de la cohérence, de l'efficacité et de l'efficience des initiatives publiques d'aménagement numérique entre le niveau départemental, pour l'exécution du SDDAN 06, l'échelon communautaire et l'échelon des communes adhérentes volontaires pour la satisfaction de leurs besoins propres.

## **2. OBJET**

Par cet avenant, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, adhérente à la compétence statutaire n°9 du SICTIAM, positionne le Syndicat en maître d'ouvrage de son projet d'aménagement numérique du territoire communautaire ; elle lui confère à cette fin, dans le cadre d'un plan de services et en coopération avec les services sophilopolitains concernés, une mission d'accompagnement pour la réalisation de son Schéma Communautaire d'Aménagement Numérique (SCAN).

Ce Schéma constitue une feuille de route de l'aménagement numérique conçue à l'échelle de l'EPCI, conjuguant les spécificités de son territoire, de ses besoins et de sa politique de développement avec le cadre de cohérence défini par le SDDAN et le SDUSN 06. En favorisant ainsi, en application de l'article L 1425-2 CGCT modifié, une mise en œuvre optimisée du SDDAN



sur le territoire de l'EPCI, le SCAN se définit par l'assemblage de deux composantes complémentaires et indissociables :

- la prise en compte et la satisfaction des besoins en très haut débit des acteurs économiques par le biais d'une approche entrepreneuriale du territoire communautaire associant compétitivité et haute qualité numérique ;
- la satisfaction, par une triple approche de performance, d'efficacité et d'économie, des enjeux d'interconnexion des sites publics pour répondre de façon optimisée, à l'heure du défi de leur modernisation, à l'ensemble de leurs propres besoins numériques.

### **3. CONTENU DE LA MISSION CONFIEE AU SICTIAM**

La mission complémentaire confiée au SICTIAM est définie par l'EPCI, dans le prolongement des missions principales inhérentes à la mise en œuvre du SDDAN et en concertation avec le SICTIAM et le Département.

Elle considère préalablement :

- que l'action publique ne peut se limiter au seul périmètre des 8 communes situées en dehors de la zone d'intervention privée des opérateurs – 9 communes avec Courmes –, compte tenu de l'importance des besoins de raccordement au Très haut débit exprimés par les sites publics et les entreprises sur autres communes de la CASA, et spécialement sur les communes composant la technopole de Sophia Antipolis ;
- qu'il convient pour des raisons d'efficacité et de cohérence, de prendre appui sur la compétence du SICTIAM comme de ses différents AMO afin de définir les contours d'une intervention publique sur le périmètre d'intervention des opérateurs FTTH ; cette intervention publique se veut ambitieuse pour maintenir et conforter les leviers de compétitivité et d'excellence que la technopole de Sophia Antipolis appelle ;
- que la densité de sites publics et privés de haut niveau de Sophia Antipolis représente un atout significatif, mais non suffisant pour optimiser la démarche en renforçant les dynamiques concurrentielles et tarifaires ; une approche mutualisée constitue en effet le gage d'atouts financiers et opérationnels nombreux, garants d'échelles critiques, d'interconnexions et de capillarités étendues qui constituent la force même et la capacité de réussite de tout réseau public ;
- qu'une méthode partagée et une recherche de cohésion s'imposent pour définir le rôle et le niveau d'intervention de chaque collectivité dans l'aménagement d'infrastructures réseaux ; celles-ci ne cesseront en effet de se renforcer à l'avenir au titre des projets de ZAE, éco-quartiers, mais aussi plus largement de la multiplication de toutes sortes de capteurs et objets communicants construisant le territoire intelligent.
- Qu'à l'échelle de la CASA, une Stratégie Communautaire d'aménagement Numérique (SCAN), est réalisée avec l'appui du SICTIAM. Cette stratégie a vocation à être actualisée

régulièrement pour intégrer au fil du temps les projets, comme par exemple l'interconnexion de sites, le transfert de compétence de promotion touristique,... L'objectif étant que les déploiements soient réalisés pour répondre à des besoins existants et à des projets de services et d'usages numériques.

### **3.1 LA SATISFACTION DES BESOINS NUMERIQUES DES ENTREPRISES**

L'une des finalités essentielles de la stratégie d'aménagement numérique du territoire de la CASA consiste à favoriser un accès équitable au très haut débit pour les entreprises de la technopole, notamment les PME, start-up et autres TPE.

Au-delà des analyses de terrain; de l'inventaire des besoins exprimés par les acteurs économiques, de la nécessité de modéliser les différentes solutions possibles et d'analyser les aspects juridiques, il s'agira de définir les conditions d'une intervention éventuelle de la puissance publique (par ex : appel à manifestation d'intérêt vers les opérateurs et vers le délégataire pour exploiter et valoriser/optimiser un réseau (public) en étudiant, notamment, l'assemblage des différents réseaux publics communaux existants (propriétaires ou loués).

### **3.2 LA SATISFACTION DES BESOINS NUMERIQUES PUBLICS**

L'assistance apportée par le SICTIAM concerne la constitution progressive et opportune d'un réseau fermé (Groupe fermé d'utilisateurs ou GFU) interconnectant les sites stratégiques signalés par l'EPCI.

Une note de cadrage a été présentée aux services de la CASA le 22 avril 2016 pour établir différents scénarios envisageables concernant aussi bien l'établissement du réseau que son exploitation. Trois niveaux progressifs d'ambition ont été proposés selon que le projet concerne :

- quelques sites prioritaires, dans une phase test mais avec les limites ponctuelles d'une faible mutualisation technique et financière,
- un périmètre de sites publics plus important, éventuellement étendu à la satisfaction des besoins des entreprises de Sophia Antipolis,
- une approche plus structurante et de long terme reposant sur la mise en œuvre d'un réseau public de collecte sophilopolitain.

Ces approches sont pleinement complémentaires et peuvent reposer sur des calendriers plus ou moins proches, s'accommodant d'actions partenariales conduites en parallèle et en temps masqué.

Après étude, le besoin signalé par la CASA, de façon prioritaire mais non limitative, concerne 13 sites publics à raccorder en FO passive. Ces 13 premiers sites s'inscrivent dans un ensemble de 32



sites CASA identifiés sur le périmètre de l'initiative privée ; il convient d'y ajouter un potentiel de 36 sites sur la zone publique et, plus largement, un total de 350 sites publics de toutes compétences sur l'ensemble du territoire CASA.

Le SICTIAM s'engage dans ce contexte à initier en première étape la réalisation du SCAN de la CASA en proposant à l'EPCI le schéma d'interconnexion de ces sites et les modalités techniques, financières et juridiques à mettre en place pour la réalisation du projet.

Le dossier technique reprend et analyse pour ce faire l'ensemble des données issues du diagnostic dressé avec la CASA :

- qualification des sites à desservir,
- débit souhaité par site,
- topologie du réseau,
- architecture d'interconnexion,
- infrastructures mobilisables existantes ou projetées,
- offres de services existantes,
- modalités de raccordement des sites,...

Un dossier financier évalue le coût d'établissement de ce réseau en passif et en actif. A partir de l'extrapolation des budgets télécoms actuels, le SICTIAM établit un bilan de l'opération tant en charges qu'en économies réalisables ; cela permet d'évaluer le retour sur investissement potentiel ou, le cas échéant, le niveau de masse critique nécessaire à l'atteinte d'un objectif financier significatif pour l'EPCI.

## **4. ENGAGEMENTS ET CONTRIBUTIONS DE LA CASA**

La CASA définit, dans le cadre de ses compétences, le projet politique de développement et d'aménagement du territoire communautaire. Elle définit naturellement dans ce prolongement, et dans une approche transversale, ses objectifs stratégiques répondant à son projet de développement numérique.

Elle respecte les dispositions des articles 8.2 et 8.3 de la convention cadre citée en Préambule.

Elle permet l'articulation des différentes politiques publiques concernées, pour la bonne préparation de la dépense publique et la recherche des retours sur investissements les plus étendus ; elle fait à ce titre partager le projet numérique à l'ensemble des directions opérationnelles concernées (développement économique, urbanisme/foncier, services numériques et informatiques...) en recensant et actualisant régulièrement leurs observations et besoins.

Elle communique à ce titre au SICTIAM tout élément d'information, données SIG et études réalisées par elle ou l'une de ses communes volontaire de nature à intéresser la conception, la mise en œuvre et l'exploitation du projet objet de la mission confiée au SICTIAM par le présent avenant.

Elle prend en charge l'organisation des réunions avec la ou les communes concernées, ces réunions pouvant s'inscrire dans le cadre et selon les procédures prévues pour l'organisation des comités de suivi propres à la convention cadre territoriale d'investissement.

Elle garantit, dans ses relations avec les communes qui la composent, la mise en œuvre d'une méthodologie de travail commune, alimentée, suivie et partagée avec le SICTIAM.

Au bénéfice de son projet d'aménagement numérique, elle procède à une veille en matière de coordination de travaux dans le but d'exploiter toute opération opportune de génie civil, quel qu'en soit l'objet ou la maîtrise d'ouvrage, qui optimiserait la mise en œuvre du projet numérique sophilopolitain envisagé. L'instruction de ces opérations de coordination sera réalisée en concertation avec le SICTIAM et les communes concernées de la CASA. Une convention spécifique entre les parties intéressées en définira les modalités et les conditions de prise en charge financière.

## **5. ÉLÉMENTS FINANCIERS**

Plusieurs aspects sont à prendre en considération :

- les aspects liés au pilotage du projet, estimés à 20 jours et assumés par le SICTIAM, pour un coût de journée de 450 euros, soit 9.000 euros TTC
- les aspects de diagnostic et complément d'état des lieux (actualisation et détail des données recueillies dans le cadre de l'élaboration du SDUSN 06 ) estimés à 3 jours in situ et 3 jours ex-situ, pour un coût de 1.400 euros/jour in situ et 1.000 euros/jour ex situ, soit un budget total de 7.200 euros HT, soit 8.640 euros TTC
- la tenue de sessions d'OPENLAB avec des acteurs identifiés comme contributeurs, référents ou valideurs sur diverses thématiques (définition de services temps réel pour les usagers/agents, problématique des transports, services publics, entreprises/start-up, ...) ; à raison de 2 séances d'une demi-journée par thématique, nécessitant la présence de 2 animateurs, il est prévu 10 jours à 450 euros/ jour, soit 4.500 euros ; à ce budget s'ajoutent les temps de préparation et de restitution, estimés à 10 jours, soit 4.500 euros. Au total cette action représente un budget de 9.000 euros TTC
- enfin, le projet d'interconnexion de sites publics, dont la réalisation est souhaitée via un marché de conception réalisation, représente :
  - un coût d'AMO technique estimé à 20.000 euros HT, soit 24.000 euros TTC
  - un coût de travaux estimé à 200.000 euros TTC



- une enveloppe pour aléas de 26.000 euros TTC
- soit un budget global de 250.000 euros TTC

Au total, le budget estimé de l'opération est de 276.640 euros TTC.

La réalisation de la stratégie communautaire d'aménagement numérique du territoire est conçue comme un projet à long terme qui nécessitera, au-delà de la phase de construction de la stratégie évoquée plus haut, des actions d'accompagnement, de pilotage de projets, de mise à jour des documents de référence, etc.

C'est pourquoi, ces aspects seront traités dans le cadre d'un complément de cotisation de 26.504 euros par an, venant s'ajouter à la cotisation actuelle d'un montant de 73.496 euro / ans, soit 100.000 euros / an.

L'utilisation de ce complément de cotisation sera justifiée à due concurrence par le SICTIAM et les crédits non utilisés seront reportés sur l'exercice budgétaire suivant, et la cotisation réduite en conséquence.

S'agissant de la partie travaux, l'EPCI participera à toutes les phases de pilotage du projet, sera rendu destinataire de tous les plannings et compte-rendus, et reversera les sommes engagées selon une planification financière établie d'un commun accord en début de projet.

## 6. CALENDRIER ET DUREE DE LA MISSION

*Un calendrier opérationnel pour une aide à la décision stratégique est proposé aux services de la CASA ; ce concours repose sur 3 étapes :*

- **phase 1 - 4 mois -** : approfondissement de l'étude conduisant à une approche CASA globale, et permettant la définition de la stratégie communautaire d'aménagement numérique (SCAN) : outil vivant, cette stratégie constitue le gage d'une action opérationnelle concertée et ouverte, répondant aux objectifs de cohérence, de lisibilité et de masses critiques.  
Cette stratégie permet de réunir l'action technique, administrative et juridique qui incomberait au SICTIAM, avec l'action politique et stratégique de développement territorial / économique qui n'appartient qu'à la CASA. Une feuille de route alimentée par les études prospectives sur la technopole sera à ce titre le gage d'une action opérationnelle cohérente et pertinente, car efficace et durable. Simultanément, tenue des premiers OPENLAB et lancement de l'étude de conception du réseau, en lien possible avec le marché de MOE du SICTIAM
- **phase 2 - 2 mois -** livraison de l'étude et du plan de financement correspondant au scénario retenu par la CASA
- **phase 3** : possibilités d'intégration du projet CASA dans la DSP SDDAN, études du catalogue de services et études terrain ; lancement des premiers projets de la feuille de route et, le cas échéant, de nouveaux raccordements GFU pour des sites CASA et d'autres collectivités.

## **7. RELATIONS DES PARTIES**

### **7.1 SECRET**

Le SICTIAM s'engage à ne pas communiquer les informations concernant directement ou indirectement la CASA et auxquelles lui donne accès la présente mission. Il dispose librement des informations communiquées par la CASA dès lors que celles-ci ont fait l'objet d'une publication préalable ou qu'elles bénéficient d'une autorisation de publicité définie par la CASA.

### **7.2 COOPERATION**

La CASA s'engage à répondre dans un délai suffisamment court aux demandes d'informations du SICTIAM, une réponse tardive ne pouvant être imputable au SICTIAM pour le bon déroulement de sa mission.

## **8. ÉVOLUTION ET PRECISION DES TERMES DE L'AVENANT**

Toute proposition de modification du présent avenant à l'initiative de l'une ou l'autre Partie fait l'objet d'une concertation préalable au sein du Comité de suivi prévu à l'article 8 de la convention cadre territoriale d'investissement.

Cette proposition peut aboutir à la formalisation d'un nouvel avenant écrit et signé des Parties, suivant les formes et procédures relevant des règles de fonctionnement interne et conformes au statut juridique de chacune d'elles.

## **9. RESILIATION**

Les Parties se référeront aux dispositions de la convention cadre territoriale d'investissement précitée et notamment de son article 11.

## **10. DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente convention peut faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois à partir de sa notification aux parties. Le recours doit être déposé devant le Tribunal Administratif de NICE.

Fait à ....., le ....., en ... exemplaires

**Pour la communauté d'agglomération  
de Sophia-Antipolis,**

**Jean LEONETTI, Président**

**Pour le SICTIAM**

**Charles-Ange GINESY, Président**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 19/12/2016  
Numéro : CC\_2016\_201  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Convention Territoriale d'Investissement avec le SICTIAM - Elaboration du Schéma Communautaire d'Aménagement Numérique (SCAN) - Avenant n.1  
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : TJAWHHc

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 28/12/2016  
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC\_2016\_201-DE

**Acte reçu**

Date : 19/12/2016  
Numéro interne : CC\_2016\_201  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 4  
Objet : Convention Territoriale d'Investissement avec le SICTIAM - Elaboration du Schéma Communautaire d'Aménagement Numérique (SCAN) - Avenant n.1  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20161219-CC\_2016\_201-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20161219-CC\_2016\_201-DE-1-1\_2.PDF